

**Agir !**

L'appel du 8 novembre a été largement signé et continue de l'être. SLU et les autres associations, syndicats et sociétés co-signataires l'ont porté à la connaissance des deux ministères compétents, de la Conférence des Présidents d'Université (communiqué de presse du 20 novembre <<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article947>> ) et de chaque député de l'assemblée Nationale. De toute évidence, nous n'avons été entendus ni par les ministères ni par la CPU. Le report de la date de remise des maquettes au 15 février par le Ministère de l'Enseignement Supérieur constitue une provocation supplémentaire (communiqué du 24 novembre <<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article949>> ). Il est plus que temps, sur la lancée de la manifestation du 20 novembre et de la journée d'action du jeudi 27 novembre contre le démantèlement du CNRS, la précarisation et le déséquilibre des budgets de recherche en faveur de l'ANR, de lancer dans un futur proche des actions au sein de toutes les universités. L'occupation de l'ANR le 27 à l'initiative de jeunes chercheurs précaires, lassés que leurs revendications ne soient pas écoutées, et son évacuation par la police dans la nuit marque sans doute un tournant dans la mobilisation.

Seule une action commune nous permettra d'échapper à la schizophrénie ambiante qui conduit certains à voter des motions contre la mastérisation et à se croire dans l'obligation de préparer des maquettes, parce que les voisins le font aussi. Seule une mobilisation commune nous fera sortir du cercle vicieux de la concurrence généralisée - entre universités, entre formations et entre collègues - mise en place par la loi LRU et inscrite dans les décrets sur les nouveaux statuts.

En accord avec le contenu de l'« Appel du 8 novembre. L'éducation nationale en danger », SLU appelle donc solennellement tous les collègues à

- continuer à réunir des AG partout pour décider du répertoire d'actions à utiliser afin d'enrayer la mise en place de ces réformes ;
- lancer une grève administrative dont la forme doit être arrêtée selon les situations locales spécifiques (démissions des responsabilités exercées, rétention des notes, blocage des examens, grève du zèle etc.) : le site de SLU peut à la fois servir de lieu d'information et d'instrument de diffusion de toutes les initiatives pour leur donner plus de force ;
- œuvrer pour qu'aucune maquette de master ne soit transmise dans ces délais imposés de façon unilatérale par le Ministère : nous rappelons que même si la présidence d'une université est d'accord avec le Ministère les conseils d'UFR et évidemment les conseils centraux ont un

vrai pouvoir de blocage en la matière ; nous rappelons aussi que le ministère et la CPU souhaitent des « masters académiques » (entre autres pour faire une concession à une demande étudiante) : cette logique suppose un consensus et des accords que nous pouvons remettre en question là où nous sommes ;

- participer massivement à la série de journées d'action qui vont avoir lieu durant le mois de décembre : ces journées doivent être autant d'occasions de montrer notre refus de céder à l'arrogance et au mépris manifeste que nous subissons depuis des mois ;
- lors de chacune de ces journées des actions symboliques pourront être engagées en direction des nœuds du nouveau système mis en place morceau par morceau depuis deux ans (AERES, CPU, présidences d'université, rectorats etc.), à Paris comme en Province.

Ainsi, le 4 décembre nous irons au rassemblement devant le CA de l'INSERM ; le 10 nous participerons à la journée d'action pour l'éducation nationale ; le 12 nous nous associerons à la mobilisation européenne lancée par le mouvement italien de l'*Onda anomala*.

Dans la situation actuelle, il est fondamental de parvenir à convaincre les étudiant-e-s que ces actions les concernent et ne sont pas menées dans le seul intérêt des enseignants : les arguments ne manquent pas pour ce faire : rallongement des études non payées, sélection à l'entrée pour assurer la faisabilité des stages, précarisation accrue des débouchés à la sortie et raréfaction des postes mis au concours, baisse dans la qualité de formation pédagogique et dans la qualité de formation disciplinaire... Les étudiants sont souvent mal informés et nous avons un devoir d'explication à leur égard. Le site de SLU propose une vidéo

<<http://youtube.com/watch?v=cnwdEqFbgms&fmt=18>> et des textes utiles

<<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?page=sommaire-accueil>> , notamment un tract à destination des étudiants

<<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article752>> : utilisez-les !

Notre mobilisation doit être à la hauteur des enjeux, pour nos étudiants et pour l'avenir de l'Education Nationale, de l'Université et de la recherche publique ! Ne cédon pas maintenant ; nous le regretterions longtemps !

PS : pour celles et ceux qui ne l'auraient pas encore fait, n'oubliez pas de signer la pétition sur les statuts <<http://www.recherche-enseignement-superieur.fr/?petition=2>> (intitulée *Respect pour le métier d'enseignant-chercheur*) et l'Appel du 8 novembre

<<http://www.appeldu8novembre.fr/phpPetitions/index.php?petition=2>>  
(*L'Éducation nationale en danger. Pour une vraie formation des enseignants*).

---